

Le «Project 2025», une feuille de route trumpiste pour dynamiter la démocratie américaine

Source : https://www.liberation.fr/checknews/le-projet-2025-une-feuille-de-route-trumpiste-pour-dynamiter-la-democratie-americaine-20240728_HMVCDWZ3JFBXFAX3SZEOUXIKV4/

Taillé sur mesure pour Donald Trump par un think tank ultraconservateur, ce plan d'action vise une transformation radicale du mode de gouvernance des Etats-Unis pour mettre en place de manière autoritaire de nombreuses mesures réactionnaires. Des milliers de partisans ont déjà été identifiés et formés pour occuper des postes clés dans l'administration.



Donald Trump lors d'un meeting de campagne en Caroline du Nord, mercredi 24 juillet. (Logan Cyrus /AFP)

par Florian Gouthière

publié le 28 juillet 2024 à 7h07

«Project twenty twenty-five» : ces trois mots reviennent en boucle, depuis plusieurs mois – et avec une intensité redoublée depuis quelques semaines – dans la bouche des représentants

du Parti démocrate et de nombreux acteurs de la société civile opposés au retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Le 9 juillet, Joe Biden, alors encore candidat à sa réélection, s'était lui-même fendu d'un bref tweet sibyllin : «*Google Project 2025*» («cherchez Project 2025 sur le moteur de recherche Google»). De fait, il y a de quoi mobiliser l'attention des électeurs étasuniens.

Projet ultralibéral, ultraconservateur, xénophobe, climatodénialiste

Le Project 2025, ou «projet de transition présidentielle», est un programme politique visant à transformer en profondeur les structures de gouvernance fédérales étasuniennes, avec la mise en place d'une administration autoritaire et radicale, et une complète mainmise du Président sur le pouvoir exécutif. Au service d'un projet économiquement ultralibéral, socialement ultraconservateur et protectionniste, farouchement opposé aux droits des femmes, xénophobe, et résolument climatodénialiste.

Le projet - [déjà évoqué fin 2023 dans cet article de Libération](#) - a été élaboré¹ sous l'égide d'un think tank («cercle de réflexion») ultra-conservateur très influent, l'Heritage Foundation. L'organisme publie régulièrement, depuis 1981, des recueils de préconisations politiques à destination des présidents républicains, sous le nom de «*Mandate for Leadership*». [La politique reaganienne](#) fut ainsi fortement influencée par les recommandations de l'Heritage Foundation. En 2018, la fondation s'était [réjouie](#) de voir que près des deux tiers de ses plus récentes propositions avaient été retenues par Trump pour son mandat. La perspective de la réélection en 2024 de ce candidat a été l'occasion, pour l'organisme, de voir les choses en beaucoup plus grand. En ne se limitant plus à proposer au Président une liste de mesures radicales assortie d'un argumentaire idéologique, mais en mettant sur pied un plan d'action complet garantissant que celles-ci soient mises en œuvre sans délai ni atermoiement. [Selon l'Heritage Foundation](#), «plus de 50 groupes issus de l'ensemble du mouvement conservateur» ont contribué à l'élaboration de ce programme.

2

En avril 2022, lors d'un dîner de l'Heritage Fondation, Trump saluait le travail «*incroyable*» qui était mené à son intention : «*C'est un groupe formidable, qui va préparer le terrain et élaborer des plans détaillés sur ce que notre mouvement fera [...] lorsque le peuple américain nous donnera un mandat colossal pour sauver l'Amérique.*» Mais après les récents coups de projecteur donnés au fameux «*projet de transition présidentiel*», Trump a fait mine de prendre ses distances avec le think tank. Le 5 juillet, [sur son réseau Truth Social](#), il affirmait ainsi «*ne rien savoir*» du projet : «*Je n'ai aucune idée de qui se cache derrière ce projet. Je ne suis pas d'accord avec certaines des choses qu'ils disent et certaines des choses qu'ils disent sont absolument ridicules. Quoi qu'ils fassent, je leur souhaite bonne chance, mais je n'ai rien à voir avec eux.*»

Libre à chacun de croire le chef de file du mouvement Maga (Make America Great Again) sur parole, et de ne pas relever que le responsable de la coordination du projet, de même que de très nombreux contributeurs du «Mandate for Leadership» 2025 sont d'anciens collaborateurs de Trump. Parmi ceux qui ont pris la plume, Russell Vought, son ex-directeur du Bureau de la gestion et du budget, qui se trouve par ailleurs être... [directeur du programme politique du Parti républicain pour 2024](#). Plus généralement, au moins 140 membres de l'administration Trump et proches conseillers seraient liés au Project 2025, [selon un décompte de CNN](#).

¹ **Nota =>** L'article cité ici par Libération est intégralement reproduit en fin de document pages 5 à 9

Interprétation radicale de la Constitution des Etats-Unis

Selon les concepteurs du Project 2025, celui-ci repose sur «*quatre piliers*». Le premier est donc constitué [par les 900 pages](#) du Mandate for Leadership, qui dresse non seulement une liste de réformes à mettre en œuvre mais aussi, et surtout, la stratégie envisagée pour permettre de les appliquer. Un deuxième pilier du projet – supposément en cours d'élaboration – consiste en une feuille de route détaillée des actions à entreprendre durant les 180 premiers jours de la présidence, pour s'assurer que rien ne vienne entraver la mise en œuvre du programme.

Pour mener à bien leur projet politique, les coordinateurs du Project 2025 s'appuieront sur une interprétation radicale de la Constitution des Etats-Unis – la «*théorie de l'exécutif unitaire*» – qui veut que l'essentiel du pouvoir exécutif soit centralisé dans les mains du seul président. Un chapitre, signé par Russel Vought lui-même, l'explique sans détour : «*La tâche du président conservateur est de limiter, contrôler et diriger le pouvoir exécutif au nom du peuple américain.*» Ce pouvoir exécutif, précise-t-il, doit «*rédiger la politique fédérale, l'appliquer et juger si [...] elle est correctement mise en œuvre*». En pratique, c'est l'ensemble de la bureaucratie fédérale – y compris le département de la Justice – qui serait placé sous le contrôle direct de Donald Trump. Les programmes politiques les plus divers seraient mis en œuvre sur la seule initiative du Président, par un recours généralisé aux décrets présidentiels. Dans une enquête publiée fin 2023, [le Washington Post](#) a révélé que l'équipe du Project 2025 travaille d'ores et déjà à la rédaction de ces décrets.

Les coordinateurs du Project 2025 ont, bien évidemment, anticipé l'éventualité de fonctionnaires réfractaires à ce coup de force démocratique. Ils déplorent d'ailleurs, dans les pages de leur pensum ultraconservateur, que le premier mandat de Donald Trump ait dû composer avec un personnel administratif en grande partie constitué de «*carriéristes*» et «*de personnes nommées par Obama*». Ils invitent donc à remplacer, aussitôt que possible, l'ensemble des fonctionnaires situés aux postes clés par des personnes entièrement dévouées au président républicain.

Trump n'aura pas à les chercher bien loin, grâce aux troisième et quatrième «*piliers*» du Project 2025. En effet, ses coordinateurs recueillent ouvertement depuis plusieurs mois [les candidatures de tous les volontaires](#) à ce grand jeu de chaises musicales. Ils ont, en outre, mis sur pied [une «Académie d'administration présidentielle](#)», consistant en un «*programme éducatif et de développement des compétences*» en ligne à l'intention de toute personne désireuse «*de servir le prochain président conservateur*».

Un volet «ressources humaines» central à la bonne marche du plan, qui doit beaucoup au fait que le [directeur du Project 2025 n'est autre que Paul Dans](#) – l'ex-chef de cabinet du Bureau de gestion du personnel lors du mandat Trump. Il revendique avoir, par le passé, coordonné le recrutement des 4 000 fonctionnaires pour le Bureau du personnel présidentiel de la Maison Blanche. Et n'ignore pas qu'il faudra disposer d'un contingent plus nombreux, mais aussi assurément loyal, pour rendre l'Amérique «great again». L'Heritage Foundation assure d'ores et déjà compter dans la base du Project [10 000 personnes prêtes à le mettre en œuvre](#), et [espère en disposer du double](#) d'ici la fin de l'année. A noter que, sur le même modèle, mais côté justice, un groupe distinct de l'Heritage Foundation, le «[Projet Article 3](#)» (dirigé par un très proche de Trump, Mike Davis) travaille depuis plusieurs années à «*identifier, former et mettre en place*» des juges ultra-conservateurs aux plus hauts postes – revendiquant avoir notamment permis la prise de poste de trois membres de la Cour suprême (Neil Gorsuch, Brett Kavanaugh, et Amy Coney Barrett), 55 juges fédéraux et 13 juges des cours d'appel.

«Nous allons mettre les enfants dans des cages. Ce sera glorieux»

Les rênes du pouvoir dans la main d'un seul homme, avec une armada d'exécutants dévoués, le programme politique idéal de l'Heritage Foundation est prêt à être déroulé. Le Mandate for Leadership ambitionne de réduire fortement l'influence de l'Etat sur divers aspects de la vie publique. [La suppression définitive de milliers de postes de fonctionnaires est planifiée](#). Egalement parmi les propositions phares : la suppression du département de l'Education. Ce qui n'empêche pas un contrôle du contenu des manuels : les programmes scolaires devront faire disparaître les mentions à la diversité, à l'égalité des genres, ou à la contraception.

Il appelle également à réduire drastiquement les programmes sociaux, y compris la Sécurité sociale et l'Obamacare, le Head Start (aide aux enfants jusqu'à 5 ans), et certains dispositifs comme le plafonnement des prix de quelques médicaments essentiels, tels que l'insuline. Un volet important du programme concerne *«la restauration de la famille en tant que pièce maîtresse de la vie américaine»* avec, au menu, d'importantes restrictions portées sur les ventes de pilules abortives, et le déploiement de politiques anti-avortement radicales.

Du côté des politiques environnementales, le programme enjoint le Président à retirer les Etats-Unis de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ainsi que de l'accord de Paris. Il propose également d'autoriser largement l'exploration et le forage gazier et pétrolier dans les zones appartenant ou contrôlées par l'Etat. Diverses structures étatiques liées à la protection de l'environnement doivent également être démantelées. Les financements fédéraux pour la recherche sur les énergies renouvelables seront interrompus.

Le programme encourage aussi le recours à l'armée et la garde nationale pour des «opérations internes» d'expulsion massive d'immigrants, ainsi que l'abrogation des lois protégeant les mineurs immigrants. Une perspective qui met, d'avance, des étoiles dans les yeux de Mike Davis (cheville ouvrière du Project Article 3, évoqué plus haut) qui, [au micro d'un podcast conservateur](#), se rêvait *«procureur général par intérim»* lors des trois premières semaines de l'administration Trump *«Nous allons déporter. Nous allons expulser beaucoup de gens, 10 millions de personnes, des bébés, leurs parents, leurs grands-parents. Nous allons mettre les enfants dans des cages. Ce sera glorieux.»* A cette occasion, le même Davis avait expliqué que les premières tâches de l'administration consisteraient *«à virer beaucoup de gens de l'exécutif, de l'Etat profond»*, inculper les membres de la famille Biden, et *«à faire bénéficier d'une grâce présidentielle»* l'ensemble des personnes ayant pris part à l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. Ce que Donald Trump a, d'ailleurs, [déjà lui-même promis](#).

Selon [l'enquête du Washington Post parue fin 2023](#), l'un des décrets préparés par l'équipe du Project 2025 viserait à autoriser le déploiement de l'armée à l'intérieur du pays, en vertu de la loi sur l'insurrection de 1871, [pour réprimer des manifestations](#).

Notons enfin que Donald Trump, qui affirme être victime de l'instrumentalisation politique du département de la Justice et du FBI par Biden, avait déclaré [début novembre](#) qu'il ne se priverait pas de faire de même contre ses opposants politiques.

«Personne ne serait en sécurité dans ce pays»

[Selon la Democracy Forward Foundation](#), organisation étasunienne non partisane à but non lucratif de recherche sur les politiques publiques, le Project 2025 compte parmi *«les menaces les plus profondes pour le peuple américain»*, renverserait *«des décennies de progrès en matière de droits civiques»* et *«redéfinirait le mode de fonctionnement»* de la société.

Selon Donald Ayer, ancien procureur général adjoint sous George W. Bush, [cité par le Guardian](#), *«le Project 2025 semble contenir toute une série d'idées conçues pour permettre à Donald Trump de fonctionner comme un dictateur, en éviscérant complètement un grand nombre des contraintes intégrées dans notre système. Il veut vraiment détruire toute notion*

d'Etat de droit dans ce pays. Les rapports sur le projet 2025 de Donald Trump suggèrent qu'il se prépare à faire un tas de choses totalement contraires aux valeurs fondamentales qui ont toujours été les nôtres. Si M. Trump devait être élu et mettre en œuvre certaines des idées qu'il envisage apparemment, personne ne serait en sécurité dans ce pays».

Et l'on peut, sans guère forcer l'imagination, noircir encore le tableau. Rappelons qu'en août 2023, Donald Trump a été inculpé pour avoir tenté d'inverser le résultat de l'élection présidentielle de 2020, notamment [en exerçant des pressions pour faire annuler le décompte des votes](#), ou en demandant à son vice-président de refuser de valider l'élection de Biden, au Capitole, le 6 janvier 2021. [Une enquête parlementaire](#) a reconnu une «tentative de coup d'Etat», «encouragée» par Trump. Avec une mainmise sur l'exécutif, une armada de fonctionnaires et de juges entièrement dévoués à servir non pas les Etats-Unis, mais sa personne, il est fort à parier que ce qui n'est resté qu'une tentative aurait alors abouti. Ce qui ouvre des perspectives, à long terme, pour pérenniser le régime rêvé par l'Heritage Foundation bien au-delà d'un mandat trumpiste.

«Nous sommes en train de reprendre possession de ce pays», résumait début juillet le président de l'Heritage Foundation, Kevin Roberts, sur le podcast de Steve Bannon, ancien conseiller spécial de Donald Trump). Et de poursuivre : «La seconde révolution américaine est en cours, qui demeurera sans effusion de sang, si la gauche le permet.»

NB. Retrouver ci-après l'article cité par Libération page 2 ,intégralement reproduit (p.5 à 9)

5

Etats-Unis

Pour 2024, Donald Trump ne cache pas ses résolutions d'aspirant «dictateur»

Source : https://www.liberation.fr/international/amerique/pour-2024-donald-trump-ne-cache-pas-ses-resolutions-daspirant-dictateur-20231229_H73IHHJUNNEQBKPCXDILMMKT7U/?redirected=1

Large favori pour représenter les républicains lors de la présidentielle de novembre, l'ex-chef d'Etat promet, en cas de second mandat, un régime à la tonalité fascisante et despotique. Déchu en 2020, il compte prendre sa revanche, notamment en restreignant le rôle du Congrès et en poursuivant Joe Biden en justice.



Donald Trump après avoir pris la parole lors d'un meeting à Waterloo, dans l'Iowa, le 19 décembre 2023. (Charlie Neibergall/AP)

par [Julien Gester](#), correspondant à New York
publié le 29 décembre 2023 à 19h25

6

«Vengeance», «pouvoir», «dictature»... Ces mots, privilégiés par un millier d'électeurs américains lorsqu'ils sont invités, dix mois et quelques jours avant le scrutin présidentiel 2024, à résumer les promesses d'un deuxième mandat de Donald Trump, plongeraient certainement tout autre candidat dans l'embarras. Pas l'ancien président : dans une publication sur son réseau Truth Social, il a repris aussitôt [le nuage de mots résultant de ce sondage réalisé pour le Daily Mail](#), fièrement arboré comme la revendication de ce projet de despotisme revanchard qui est bien le sien, assumé comme tel, et dont le message passe donc manifestement bien.

Large favori pour représenter une fois encore le parti républicain, l'ancien chef d'Etat déchu en 2020 a passé le restant de sa fin d'année à vociférer en ligne contre ses adversaires politiques, les procureurs et juges à ses trousses, les «fake news medias», Obamacare ou encore les voitures électriques - notamment dans une salve du 25 décembre conclue du retentissant «*QU'ILS POURRISSENT EN ENFER. ET ENCORE JOYEUX NOËL !*» C'est en ces termes que sa campagne a marqué, sous le signe de l'esprit de fêtes, un bref hiatus dans une série de meetings hautement inflammatoires, scandés des mêmes «*Make America Great Again*» qu'en 2016, mais en référence désormais à l'Amérique fantasmée de son premier mandat. Des discours publics où, s'il nie mordicus connaître grand-chose à Hitler ou avoir lu *Mein Kampf*, Trump en reprend soir après soir et mot pour mot les plus grands tubes, taxant ses opposants de «*vermine*» ou accusant l'afflux migratoire en Amérique d'«*empoisonner le sang de notre pays*». Mais, par-delà la tonalité de plus en plus agressivement fascisante de ses imprécations, ses torrents logorrhéiques de vieilles rancunes recuites sur [le prétendu «vol» de l'élection 2020](#) ou les persécutions judiciaires dont il se dit le martyr, lui et son entourage veulent désormais parler d'avenir.

Depuis des mois, ils exposent ainsi pan par pan, dans des termes tout à fait décomplexés, l'extrême radicalité et l'autoritarisme au programme de son futur retour à la Maison Blanche. Sous réserve, bien sûr, de remporter d'abord l'investiture républicaine lors des primaires qui débiteront le 15 janvier par les caucus de l'Iowa. D'esquiver ensuite la toile de procédures judiciaires recouvrant son agenda de candidat inculpé de 91 chefs d'accusation criminels en 2023, et désormais [jugé «inéligible» par deux Etats \(Colorado et Maine\)](#) au titre de sa participation à l'insurrection du 6 janvier 2021 - en attendant que la Cour suprême ne tranche cette question pour de bon. Et enfin, il s'agira de parvenir à battre Joe Biden le 5 novembre, dans un duel qui semble pour l'heure voué à rejouer celui du précédent scrutin. Inventaire non-exhaustif du régime promis à l'Amérique d'une deuxième ère Trump, à l'aune de ce que lui-même en dit - lorsqu'il claironne par exemple, sur Fox News, son intention d'agir en «dictateur», mais «*juste le premier jour*» de ce mandat vendu à ses suiveurs comme celui de leur «vengeance».

«Annihiler l'Etat-profond»

A la tête du pays pendant quatre ans, Donald Trump s'était alors heurté à divers obstacles dans la mise en œuvre de ses politiques et désirs - impréparation, incompétences et résistances diverses au sein des institutions, voire de sa propre administration, ne furent pas des moindres. Arguant des blocages et entraves semés sur sa route par des figures non-élues du gouvernement pour se justifier de n'avoir pas réalisé toutes les promesses victorieuses de 2016, il entend procéder à une extension sans précédent du pouvoir exécutif afin, cette fois, d'«*annihiler totalement "l'Etat-profond"*».

Pour ce faire, il veut recourir à une théorie juridique controversée, dite de «l'exécutif unitaire», qui restreint le rôle de contrôle du Congrès et annihile la relative indépendance des diverses agences fédérales - en charge de la régulation d'Internet, de la santé, du commerce ou de l'environnement - pour les ranger toutes sous la seule autorité de la Maison Blanche. Un coup de balai massif serait alors effectué parmi leurs fonctionnaires - en faisant sauter par décret l'actuelle protection de leurs emplois contre les revirements politiques -, afin de remplacer jusqu'à des dizaines de milliers d'entre eux par des partisans acquis et préparés aux ambitions hétérodoxes du président. Une armée de zélotes dont les opérations de recrutement et de vérification de la conformité idéologique sont aujourd'hui d'ores et déjà anticipées au sein d'organisations conservatrices alliées à la campagne de Trump, tels que l'Heritage Foundation et son «Project 2025», celui-ci consistant notamment à édifier une base de données de profils en forme de LinkedIn du conservatisme trump-compatible.

Parmi les cibles prioritaires de ces purges annoncées, Trump promet par exemple de «*trouver et éliminer les radicaux qui ont infiltré le ministère de l'Education*» et s'attaquer aux «*acteurs corrompus de notre système judiciaire, notre sécurité nationale et de notre appareil de renseignement*». Une menace distinctement lancée contre les effectifs du ministère de la Justice et du FBI, dont il assure qu'ils sont aujourd'hui «*instrumentalisés*» par les démocrates contre lui. Et cette prétendue «*chasse aux sorcières*» justifierait dès lors qu'il en fasse autant à son tour, en «*nommant un véritable procureur spécial pour poursuivre le président le plus corrompu de l'histoire des Etats-Unis d'Amérique, Joe Biden, et toute la famille criminelle Biden*». Dans une veine semblable, il projette également de gracier «*les prisonniers politiques*» ayant pris part au soulèvement trumpiste du 6 janvier 2021, et a appelé à ce que les membres de la commission d'enquête parlementaire sur ses agissements d'alors soient «*jugés pour trahison*».

«Plus vaste opération d'expulsion de l'histoire américaine»

Largement porté à la victoire lors de sa première campagne en 2016 par [une violente rhétorique anti-immigration](#) - dont l'emblème fut l'édification (jamais menée à terme) de son fameux mur à la frontière mexicaine -, Trump entend profiter de l'intensification des tensions migratoires sous Biden, et le faible engagement politique de son successeur sur ce thème, pour l'imposer un peu plus agressivement encore comme le fer de lance de sa campagne. Lors d'un meeting en Iowa en septembre, il a ainsi juré de conduire «*la plus vaste opération d'expulsion de l'histoire américaine*», ambitionnant de faire arrêter, détenir et expulser chaque année plusieurs millions de personnes en situation irrégulière, même quand celles-ci sont installées et employées aux Etats-Unis depuis des décennies. Seraient aussi concernés les réfugiés humanitaires et certains étudiants étrangers, menacés de révocation de leur visa, tandis que des «*sympathies jihadistes*», toutes positions jugées «*anti-américaines*» ou la participation à des manifestations hostiles à Israël, pourraient également déterminer l'expulsion de résidents au statut conforme à la loi.

Pour soutenir cette entreprise et couper ainsi court «*dès le premier jour du retour à la Maison Blanche*» à ce qu'il dépeint comme l'abandon d'une frontière livrée à une «*invasion*» en cours, il veut mobiliser des dizaines, voire des centaines de milliers de troupes militaires, notamment rappelées depuis les garnisons à l'étranger, et faire édifier de vastes camps de détention. Mûrie au long cours par son proche conseiller Stephen Miller, relais de l'extrême droite suprémaciste, cette croisade contre l'immigration licite comme illicite passerait également par un durcissement général des conditions d'obtention de visa, sur la base de critères idéologiques, ainsi que la relance du sinistre *Muslim Ban* de 2017, ciblant les ressortissants d'une liste de pays majoritairement peuplés de musulmans (et son extension notamment aux réfugiés palestiniens venus de Gaza). Surtout, Trump et Miller voudraient s'attaquer au droit du sol inconditionnel qui, depuis la guerre de Sécession, assure automatiquement la citoyenneté américaine à tout enfant né aux Etats-Unis.

Une économie «America First»

Trump, qui se targue d'avoir été le président d'un premier mandat sans guerre, n'aurait plus, à son retour aux affaires, à se soucier de celle opposant l'Ukraine à la Russie : il prétend en effet savoir comment y mettre un terme instantané, «*en un jour*», et ce, avant même d'être investi. Comment ? C'est nettement moins clair, mais on voit mal ce plan de paix-minute passer par un repli de l'envahisseur russe sur ses frontières d'avant les invasions de 2014 puis 2022. Le conflit, argue-t-il en effet, aurait même pu être évité s'il avait été au pouvoir : il lui aurait suffi de négocier directement avec le Kremlin l'annexion d'un gros morceau de territoire ukrainien, au mépris de toute souveraineté de Kyiv.

Cette affaire expédiée, Trump aura tout le loisir de «*réévaluer en profondeur*» le bien-fondé et les objectifs de l'Otan (qu'il avait déjà failli quitter en 2018) et d'exiger des Européens qu'ils remboursent les stocks de munitions adressés à Kyiv, selon lui au seul bénéfice de la sécurité du Vieux Continent et au détriment de l'arsenal américain. Le slogan «*America First*», emprunté aux isolationnistes hostiles à l'intervention américaine dans la Seconde Guerre mondiale, est l'étendard revendiqué de sa future politique étrangère : «*C'est là ma plus haute priorité, ça l'a toujours été et le restera*», assenait-il récemment au *New York Times*. Sur le plan commercial, c'est une guerre mondiale qu'il déclarerait en revanche, à coups de taxes douanières presque «*universelles*» sur les importations - Trump a évoqué 10 % d'augmentation des droits actuels sur le tout-venant, auxquels s'ajouteraient d'autres pénalités plus lourdes, ciblant les concurrents jugés déloyaux ou menaçants. Au premier rang de ses bêtes noires figure toujours la Chine, avec qui il prétend réduire à néant presque toute forme d'investissements et d'échanges commerciaux, a minima dans les secteurs jugés «*essentiels*» (électronique, pharmaceutique, sidérurgie...). Un protectionnisme radical

dont l'ambition affichée est de rééquilibrer la balance commerciale américaine, vieille obsession trumpienne, et une réindustrialisation à marche forcée, carburant aux énergies fossiles et l'électricité «*les moins chères de la planète*». Du pétrole, du gaz et du charbon américains, dont l'extraction serait fiscalement favorisée, encouragée sur les terres fédérales et dérégulée au gré d'une mise au rebut des normes environnementales et des investissements historiques engagés par Biden dans la transition énergétique. Les accords de Paris ? Un retour et puis s'en va (encore).

Les sans-abri au milieu de nulle part

Sous la présidence Trump II, il n'y aurait plus de ministère de l'Education mais l'enseignement à l'école et l'université - par des profs armés, afin de déjouer les fusillades - serait plus strictement surveillé et cadré que jamais. Il s'agit de promouvoir la prière en classe et de s'assurer d'une «*éducation patriotique*». De promouvoir «*la famille traditionnelle*», «*les rôles des mères et des pères*», et toutes choses «*qui rendent les hommes et les femmes différents et uniques*». [Afin de surfer sur une transphobie très prospère au sein de la droite américaine](#), une nouvelle loi fédérale stipulerait du reste que le gouvernement ne reconnaît «*que deux genres*», déterminés à la naissance, et les soins de transition à destination des mineurs seront proscrits.

La crise, qui conduit plus de 650 000 personnes à se trouver sans logis aux Etats-Unis en 2023, serait tout bêtement réglée en criminalisant cette condition dans les centres urbains, pour en déverser les infortunés soit en prison, soit dans des «*villes de tentes*» érigées au milieu de nulle part, «*sur terrain pas cher*». Pour combattre la criminalité, autre cheval de campagne majeur (malgré une baisse annuelle historique mesurée fin 2023), Trump entend militariser aussi le maintien de l'ordre, en envoyant la garde nationale sécuriser les «*villes démocrates*», telles New York, Chicago ou San Francisco. Trump veut inciter la police à muscler ses pratiques, l'encourageant à tirer sur les voleurs à l'étalage, et promet d'instituer la peine de mort pour les trafiquants de drogue et d'êtres humains (auxquels sont assimilés les passeurs des routes migratoires). Quoi qu'en disent [le Mexique et le droit international](#), les forces armées, encore elles, seraient dépêchées sur le sol mexicain pour y combattre directement les cartels. Quand elles ne seraient pas chargées de mettre au pas les manifestations populaires, sur invocation d'une loi très ancienne, l'Insurrection Act. Un texte d'un autre temps, dont des juristes de renom appellent ces jours-ci à la réforme urgente, afin de le doter des garde-fous qui lui manquent - avant qu'il ne soit trop tard.

